

Paris, le 8 juin 2017

Vision prospective partagée des emplois et des compétences : la filière numérique

Les mutations rapides de l'économie, provoquées notamment par les changements technologiques, imposent de réfléchir régulièrement à l'évolution des compétences professionnelles des individus. Le Conseil national de l'industrie (CNI) a demandé à France Stratégie d'élaborer, en collaboration avec les acteurs de la filière numérique, une vision prospective partagée des emplois et compétences de cette filière. Cette expérimentation a été réalisée avec l'appui du Céreq, dans le cadre d'un groupe de travail incluant notamment partenaires sociaux, experts de la filière numérique, acteurs de l'emploi et de la formation professionnelle, institutions d'étude et de recherche.

860 000 salariés mais une croissance des effectifs différenciée selon les activités

L'enjeu consistait à dresser un diagnostic partagé et partageable sur l'évolution de l'emploi, des métiers et des compétences dans la filière numérique, qui représente en France comme en Allemagne, au Canada ou aux Pays-Bas 3 % de l'emploi total. Toutefois, certains pays, tels l'Irlande, la Corée du Sud, la Finlande, les États-Unis ou encore le Royaume-Uni, sont nettement plus présents dans ce secteur.

Au sein de la filière, les dynamiques d'emploi diffèrent selon le secteur : les effectifs des activités informatiques et des activités de construction de réseaux électriques et de télécommunications ont significativement augmenté (respectivement + 4 % et + 1,5 % entre 2009 et 2013), tandis que les effectifs se sont repliés dans le secteur des télécommunications (hors construction de réseau), de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, ou encore du commerce de détail en magasins spécialisés (– 6 % pour ce dernier).

Pour autant, les experts anticipent une croissance globale de l'emploi liée à l'accélération permanente des innovations technologiques (design, robotique, big data, open data, etc.) qui constituent des leviers de croissance pour de nouveaux marchés et des supports de transformation importants pour les marchés existants. Les perspectives de recrutement seraient donc importantes pour les professionnels du numérique au sein des entreprises de la filière comme au sein d'entreprises utilisatrices de ces technologies (banque, assurance, éducation, formation, santé, médias, commerce, industrie, transport, etc.).

La croissance de l'emploi peut s'analyser en fonction :

- des catégories socioprofessionnelles. Les ingénieurs et les cadres techniques de l'informatique devraient continuer à bénéficier d'une tendance très positive;
- de l'évolution des métiers. On note une croissance significative du nombre de développeurs. Les métiers liés aux réseaux sociaux, ceux liés aux solutions Cloud, à l'analyse de données ou à la cybersécurité devraient aussi être dynamiques;
- des domaines d'activité. Le secteur des éditeurs de logiciels et sociétés internet connaît une croissance conséquente de ses effectifs, même en période de faible croissance;

 de statut de l'emploi. Une nouvelle dynamique de développement de l'emploi non salarié est visible

Pour construire un diagnostic partagé sur l'évolution des métiers du numérique, le groupe de travail a créé un répertoire des métiers « cœur du numérique » : trente-six ont été identifiés, structurés en neuf familles. Une analyse a permis de présenter les évolutions et les enjeux respectifs de chacun d'entre eux (à lire ici).

Formation-emploi : une approche itérative et en réseau

Les nombreuses innovations technologiques transforment le contenu des métiers. Le système de formation actuel ne permet pourtant pas de faire évoluer rapidement le contenu de l'ensemble des formations. De nouveaux modes de coopération doivent alors se développer pour rapprocher les acteurs de l'éducation et de la formation et ceux de l'entreprise.

La maîtrise de compétences numériques peut être un outil d'insertion et un levier d'accès à l'emploi. Alors que des difficultés de recrutement peuvent apparaître dans certains métiers, l'insertion socioprofessionnelle des personnes éloignées de la formation et de l'emploi peut augmenter le vivier de candidats. Les Structures d'insertion par l'activité économique et la Grande École du numérique sont deux initiatives intéressantes de ce point de vue. Leur réussite repose sur un réseau de partenaires structuré, allant des « prescripteurs sociaux » aux entreprises du numérique.

Les structures de formation initiale organisent des réponses en développant de nouveaux modes de coopération avec les entreprises et en intégrant de plus en plus de pratiques de formation initiale et d'actions de formation continue. Une telle dynamique est notamment visible dans la formation des techniciens au numérique.

Les entreprises ont la capacité d'intervenir à plusieurs niveaux. Elles peuvent devenir un acteur clé dans la construction des compétences numériques en identifiant des besoins spécifiques et en proposant des cursus spécialisés. Elles ont aussi un rôle d'accompagnement lors de la reconversion de certains salariés qui ont vu le contenu de leur fonction largement modifié.

Les résultats de ce travail de vision prospective commune des emplois et compétences de la filière numérique doivent être partagés, diffusés et mis en débat. La veille et l'actualisation de ce travail sont également un enjeu majeur dont la responsabilité incombe aux représentants de la filière et aux acteurs institutionnels de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle.

Téléchargez le document de travail *Vision prospective partagée des emplois et des compétences : la filière* <u>sur notre site internet.</u>

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin Chargé des relations presse +33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18 joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr



France Stratégie, laboratoire d'idées public, a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile.

France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de sept organismes aux compétences spécialisées.